



LES ANARCHISTES

PHOTO ROBERT CAPA 1936 - DOMAINE PUBLIC

1936
UNE EXPÉRIENCE
D'ÉPOQUE

LES ANARCHISTES DUBITATIFS

Élections législatives 1936 L'ENNEMI EST CHEZ NOUS !...

Prenant prétexte de ce que Hitler a réoccupé la zone démilitarisée du Rhin, toute la presse s'agite : « La France est menacée » ; « Notre honneur est bafoué » ; « Contre le fascisme, tous debout ! », etc.

De l'extrême-droite à l'extrême-gauche, l'Union sacrée déjà se réalise.

Travailleurs, souvenez-vous que c'est avec des mensonges semblables qu'on vous fit marcher en 1914. Pendant plus de quatre ans, vous avez cru vous battre pour la Justice, le Droit et la Civilisation. Votre sacrifice devait pour jamais, mettre fin au militarisme et à la guerre.

En réalité, c'est pour le capitalisme international que vous vous êtes battus ; pour une poignée de profiteurs qui édifièrent sur votre misère et dans votre sang des fortunes colossales.

Aujourd'hui vos dirigeants de tous les partis se préparent à recommencer ce crime :

Le Front National, au nom de la Patrie bourgeoise, de l'honneur national ; le Front Populaire, au nom de la Patrie socialiste, de la défense de l'URSS.

En fin de compte, le résultat sera le même et c'est d'abord pour Schneider, de Wendel ou Mercier que vous serez sacrifiés. C'est pourquoi nous, anarchistes, nous vous crions :

Cette guerre, à laquelle on vous prépare, ce n'est pas votre guerre.

Si vous devez vous battre, c'est contre l'ennemi intérieur : le fascisme et le capitalisme français. Il ne peut y avoir d'intérêts communs entre eux et vous ; entre les exploités, les oppresseurs et vous, les exploités, les opprimés.

C'est seulement de vous que dépend votre salut !

Ce n'est pas des organismes nationaux ou internationaux de la bourgeoisie. Ce n'est pas non plus la SDN, tout exprès créée pour défendre les impérialismes vainqueurs contre les impérialismes vaincus.

Ne vous laissez pas entraîner dans des rivalités dont, une fois encore, vous feriez tous les frais.

Vous devez répondre par un non catégorique à l'idée même de la guerre !

Et vous devez venir avec les anarchistes, avec tous les véritables pacifistes, avec tous les adversaires de la guerre et de l'Union sacrée organiser contre la catastrophe le barrage seul efficace de votre refus intransigeant, refus que vous exprimerez par tous les moyens d'action directe, y compris la grève générale qui, en dernier ressort, sera seule capable d'arrêter l'ignoble boucherie. Prolétaires, de toutes les forces, les anarchistes vous crient :

Sous aucun prétexte, n'accepter la guerre. Vous, ses victimes, dressez-vous tous contre elle ! Détournez-vous des mauvais bergers blancs, bleus ou rouges qui veulent vous y entraîner.

Et alors elle n'aura pas lieu !

Travailleurs qui votez, les anarchistes vous parlent...

La législature qui vient de s'écrouler représente la plus totale banqueroute que l'histoire de parlementarisme est enregistrée.

La banqueroute du parlementarisme :

Pour succéder à la Chambre Tardieu, vous aviez élu une Chambre de gauche. Cependant, Daladier, l'actuel chef du Front Populaire, qui d'ailleurs inaugura, en 1933, par les premières amputations de traitements, la politique de déflation si funeste aux intérêts des travailleurs, dut disparaître devant l'émeute fasciste comme Herriot, en 1926, avait dû succomber devant le mur d'argent.

Ce ne fut pas, alors, le Parlement qui fit reculer le fascisme, mais votre action directe, par la grandiose grève générale du 12 février.

La Chambre de gauche, elle, capitulait lâchement en abandonnant, sous le couvert de l'Union nationale, le pouvoir à Doumergue d'abord, à Laval ensuite.

Pouvait-il en être autrement ? Nous répondons non ! Non, car l'expérience tant et tant de vous renouvelée a prouvé que dans la société capitaliste basée sur l'antagonisme des classes, le gouvernement était une duperie pour les travailleurs.

Ne prenez pas l'effet et la cause !

L'action directe des travailleurs

Les grandes réformes sociales, les améliorations de votre sort, ce n'est pas le bulletin de vote qui vous les a données, mais votre action directe de classe s'affirmant par les grèves, par les manifestations de votre puissance, imposant les revendications du mouvement ouvrier. C'est, en un mot, la crainte que vous avez su inspirer à vos exploiters et à vos dirigeants.

Travailleurs, vous connaissez le chômage, les bas salaires, la menace de la dictature renforcée du capitalisme qu'est le fascisme. Croyez-vous que c'est avec l'arme en papier du bulletin de vote que vous briserez la coalition de toutes ces forces d'oppression et d'exploitation ?

Les anarchistes répondent pour vous à cette question et ils vous disent :

Ne vous contentez pas de ce geste vain, qui, tous les quatre ans, consiste à déposer dans l'urne un bulletin de telle ou telle couleur. C'est ailleurs que dans les isolements que votre destin se joue. C'est dans l'action quotidienne contre le patronat contre l'État.

Enfin, travailleurs, les élections de 1936 doivent, à un autre titre, vous inspirer une méfiance supplémentaire.

Elles se feront, cette année, sous le signe de l'Union sacrée.

Tous les partis, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, se préparent à renouveler le crime de 1914. Devant la grave crise que le monde traverse, ils s'avèrent tous prêts à réaliser sur votre dos l'union des classes.

Les menaces de guerre et l'Union sacrée

Aujourd'hui, sous le couvert de défendre la paix, on vous dit qu'il faut faire l'union des États pacifiques. C'est un mensonge. Il n'y a pas d'États pacifiques. Il n'y a que des impérialismes qui se disputent, par la force, la possession du monde.

Vous, travailleurs, vous devez rester en dehors de ces compétitions.

Vous devez avoir toujours présent à l'esprit que c'est toujours dans vos rangs que la guerre, sous quelque prétexte qu'on la fasse, fait ses victimes.

Et si vous voulez réellement militer contre le fascisme et contre la guerre, si vous voulez travailler pour la paix, pour le bien-être et pour la liberté, affirmez votre volonté révolutionnaire, contre l'État fauteur de guerre, contre le Capitalisme fauteur de misère, contre le fascisme fauteur de dictature, par l'action directe quotidienne et non par le bulletin de vote.

Travailleurs, faites vos affaires vous-mêmes !

1er mai 1936, dans LE LIBERTAIRE

Le 1er mai se déroulera cette année sous le signe du chloroformisme électoral. C'est dire qu'il sera calme et sera seulement dominé par le souci d'assurer une ambiance favorable au succès des candidats du Front populaire au deuxième tour de scrutin.

Ainsi en ont décidé les dirigeants syndicaux qui, se déroband aux responsabilités qu'impose actuellement la lutte directe contre le patronat, ont asservi l'action ouvrière aux destinées pourtant sérieusement compromises du futur gouvernement de gauche.

Ce 1er mai 1936, qui à la faveur de la reconstitution du bloc syndical, fort nous dit-on de 1.200.000 adhérents, aurait dû marquer la renaissance d'une agitation ouvrière s'exerçant directement contre les profiteurs d'un régime que ses contradictions chaque jour plus criantes ont définitivement condamné, cette Journée traditionnelle de revendication et de lutte ouvrières sera, de par la volonté des bureaucrates de la CGT une journée d'attente et d'asservissement électoral.

Il s'agit, paraît-il, de ne pas permettre à la réaction de brandir l'épouvantail révolutionnaire devant les classes moyennes et lui permettre de contrarier ainsi le succès des candidats du Front populaire en ballottage.

C'est là une haute stratégie contre laquelle nous avons le devoir d'alerter les syndicalistes soucieux de défendre leurs organisations contre le virus politicien qui tend de plus en plus à pénétrer le mouvement syndical.

Avons-nous tort de penser que les dangers de toutes sortes qui menacent le maintien de la paix commandent une action énergique et immédiate contre le conflit mondial qui se prépare ?

Et puisque le bureau confédéral, par la bouche de Jouhau¹ s'était déclaré récemment partisan d'une grève générale préventive contre la guerre, étions-nous mal inspirés en proposant que la CGT renouvelle l'exemple du 12 février 1934 et donne un premier avertissement aux fauteurs de guerre, en décrétant pour le 1er mai 1936 la grève générale qu'imposaient les circonstances ?

¹ Léon Jouhau, Secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT) en 1936, avant de fonder avec les fonds de la CIA... Force Ouvrière (déso, les camarades).

Nous pensons au contraire que la puissance de son unité syndicale retrouvée aurait donné à cette manifestation le caractère de force et de confiance nécessaire au mouvement ouvrier pour faire reculer les visées de la réaction et le préparer au rôle prépondérant qu'il est appelé à jouer dans les luttes futures.

Nous ne nous faisons d'ailleurs aucune illusion sur le sort de notre suggestion faites surtout dans le but de mettre le bureau confédéral au pied du mur. Or, comme nous nous y attendions, on s'est bien gardé, au club des cerveaux planistes, de faire écho à cette proposition "démagogique". Le réalisme de ces messieurs repose, concernant les remèdes à la situation intérieure, sur le bon vouloir du prochain gouvernement radical et sur ceux de la situation extérieure il s'en remet à la vigilance de la SDN² dont il n'est plus un militant sérieux pour prendre la défense.

Ainsi, cette journée revendicative, inaugurée voici cinquante années dans le sang des travailleurs de Chicago, cette journée librement choisie par les travailleurs de tous les pays pour commémorer le souvenir de ceux qui par centaines, par milliers sont glorieusement tombés dans les luttes sociales, cette journée où s'affirme la puissance terrible de la grève générale contre l'ennemi de classes est volontairement sabotée par ceux-là mêmes qui ont la responsabilité de diriger les luttes ouvrières de ce pays.

Tandis que l'on adopte une position d'expectative, la crise continue ses ravages, le million de chômeurs français, affamé reste une proie offerte aux convoitises du fascisme, les travailleurs encore dans les entreprises subissent les plus odieuses brimades et voient leurs salaires constamment réduits.

Le capitalisme, acculé dans ses derniers retranchements, cherche une issue dans le fascisme et la guerre. Bientôt la

² Société Des Nations, ancêtre de l'ONU.

faillite du Front populaire lui fournira une occasion propice.

Il appartient aux syndicalistes qui ne se paient pas de formules toutes faites, à ceux qui dernièrement se sont ralliés autour d'une plateforme de lutte anti-guerrière sans équivoque de rendre au syndicalisme ouvrier français son indépendance et sa virilité d'antan.

Devant les dangers qui s'accumulent, et qui menacent à tout instant de déclencher la catastrophe, la partie restée saine du mouvement ouvrier doit prendre conscience d'elle-même et pallier l'insuffisance et la trahison des chefs félon.

Que cette journée du 1er mai, qui consacre l'avènement du printemps, qui magnifie, chaque année, le triomphe de la vie sur la mort, marque aussi l'avènement du renouveau syndical qui nous acheminera vers la société future qui succédera au vieux monde qui se meurt.

Nicolas FAUCIER³

À BIENTÔT LES AFFAIRES SÉRIEUSES

La victoire électorale du Front populaire ne fait donc désormais plus de doute. Et voilà nos gens des partis victorieux dans l'enthousiasme. Tout au moins les communistes, qui s'avèrent, comme il était facile de le prévoir, les grands bénéficiaires de l'opération. Leur jubilation est intense et même un peu insolente pour leurs "frères" socialistes qui, en bien des endroits, font les frais de leur victoire. Quant aux radicaux et autres néos, le glissement vers la gauche de ce qu'on appelle le corps électoral n'arrive pas à dissimuler leur recul d'influence. Il était naturel que nombre de petits rentiers, de petits

³ Voir sa bio, <https://maitron.fr/faucier-nicolas-joseph-dit-saint-just-dictionnaire-des-anarchistes/>

bourgeois de toute sorte, dégoûtés des faillites successives du parti radical qui fut pendant cinquante années leur parti de classe, il était naturel qu'ils allassent maintenant vers le parti qui affirme leur meilleur défenseur, le parti communiste. Et si celui-ci a fait en avant un bond aussi net, c'est précisément parce qu'il a sacrifié à la défense de ces éléments non-prolétaires les revendications véritablement révolutionnaires de la classe ouvrière.

Nous voulons limiter à ces seules considérations les commentaires de cette "victoire" électorale.

Il y a pour nous autre chose. Demain, l'enthousiasme électoral étant tombé, le problème social restera posé dans son entier. Et ce n'est pas tel ou tel gouvernement qui pourra en détenir la solution.

La première conséquence du succès parlementaire du Front populaire sera, il serait vain de le contester, de créer une ambiance psychologique favorable aux luttes revendicatives. Et celles-ci ne tarderont pas à prendre une ampleur telle que le gouvernement au pouvoir qui aura la charge de faire régner l'ordre — et on sait que les communistes notamment s'affirment maintenant ses meilleurs partisans — sera contraint de choisir entre son maintien et le soutien des masses ouvrières en lutte pour le mieux-être.

C'est là qu'on s'apercevra du dualisme irréductible qui existe fatalement entre les gouvernants quels qu'ils soient et les gouvernés. Et c'est sur cette constatation politique aveuglante que nous basons notre propagande abstentionniste quand nous disons aux travailleurs que quand ils ont voté, fut-ce pour le plus rouge, ils n'ont strictement rien fait.

Déjà, d'ailleurs, sans doute pour éviter une désillusion trop grande, il se trouve des chefs communistes et

syndicalistes, tels Racamond⁴, qui reconnaissent que l'action syndicale est plus importante que l'action politique, et que le grand capitalisme, la domination des oligarchies financières ne pourront être abattus que par ce qu'ils appellent par euphémisme une "pression pratique". Nous, nous disons que la pression pratique, c'est l'action directe. C'est à celle-ci qu'il faut donner la préférence. Car c'est elle seule qui peut imposer à la bourgeoisie les revendications les plus élémentaires de la classe ouvrière et préparer son avènement. L'amusette électorale est terminée. A bientôt les affaires sérieuses.

VERS D'AUTRES 1ER MAI

J'ai assisté et pris part aux premières manifestations du 1er mai.

Elles furent émouvantes et sensationnelles. Leur signification fut précise et claire.

En ce temps-là, la journée du 1er mai était celle de la mise sur pied, de la levée en masse des travailleurs de toutes catégories, se rassemblant, virils⁵, à l'appel de leurs organisations de classe et défilant sur la voie publique en flots tumultueux et grondants.

Le mot d'ordre, alors n'était point imposé de donner, dans le calme et la dignité, l'impression d'une force sûre d'elle-même. Il n'était point question d'aller, bannières et drapeaux corporatifs claquant au vent, porter processionnellement et paisiblement aux Préfets et aux Maires le cahier des revendications ouvrières et prier les représentants de l'Ordre (de l'ordre bourgeois) de

⁴ Julien Racamond (1885-1966), ouvrier boulanger, syndicaliste ouvrier. Un des dirigeants de la CGTU, puis membre de la direction de la CGT de 1923 à 1953. Membre du Conseil économique et social de mars 1947 à juin 1955.

⁵ De ce mot, n'en voulons pas trop à cet ancêtre, Sébastien Faure, qui vivait à une époque, fort heureusement presque révolue. NDe

transmettre plus ou moins respectueusement aux Pouvoirs publics les desiderata du monde du Travail, politiquement asservi et économiquement exploité.

À cette époque, on ne se bornait pas à se réunir en vase clos afin d'écouter bien sagement des discours bien sages.

Dans toutes les grandes villes, dans tous les centres industriels, dans toutes les localités où la masse travailleuse représentait une proportion appréciable de la population, usines et fabriques, chantiers et ateliers étaient silencieux et déserts ; grands magasins et petites boutiques étaient fermés, tandis que la rue était envahie par les travailleurs dont l'allure martiale, l'aspect décidé, les clameurs énergiques et les chants de révolte faisaient trembler les grands affameurs et inspiraient aux petits profiteurs une crainte salutaire.

C'était une journée où s'élevait, impétueux et menaçant, un souffle révolutionnaire.

Il n'en est plus ainsi. Le 1er mai est devenu, pour beaucoup, la "Fête du Travail", comme si — ô dérision ! — le Travail plus enchaîné, plus meurtri et plus affamé qu'il ne l'a jamais été, pouvait décemment fêter sa délivrance !

En honneur dans tous les partis politiques qui se proclament prolétariens et dans toutes les organisations économiques qui se disent syndicales, l'esprit de discipline a brisé toute initiative privée.

L'obéissance aveugle aux mots d'ordre des Comités directeurs et des chefs est devenue la règle et la coutume. Sont traités de provocateurs ceux qui s'insurgent contre ces maudites habitudes de soumission.

Le Prolétariat ne menace plus, il sollicite ; il n'exige plus, il quémande ; il ferme le poing, mais au lieu de l'abattre, vigoureux et vengeur, sur le mufler des politiciens qui le trahissent et des capitalistes qui l'exploitent, il se contente de le tenir en l'air.

Il marche sous les plis de la loque tricolore, symbole de la Patrie assassinée. Il hurle la Marseillaise, cantique des affameurs, aussi volontiers que l'Internationale, chant des affamés.

Cette honte va-t-elle continuer ?

Si la classe ouvrière et paysanne ne veut pas retourner à l'esclavage des siècles féodaux, il faut que, de toute urgence, elle déserte la voie dans laquelle ses dirigeants l'ont engagée ; il faut qu'elle retrouve son instinct combatif ; il faut qu'elle revienne à son esprit de révolte et reconquière son indépendance.

Est-ce donc devenu impossible ? Est-il trop tard ? La politique, cette chose sale et malodorante, a-t-elle à ce point infecté la masse des syndiqués, qu'il soit devenu impossible de débarrasser ceux-ci de cette infection ?

Les syndicats se sont-ils laissés tellement corrompre par le virus réformiste qu'il faille désespérer de les assainir ?

Je ne veux pas le croire. J'aperçois deux moyens de ramener les travailleurs "conscients et organisés" dans la voie qu'ils n'auraient jamais dû abandonner et qui, seule, aboutit à la libération véritable du travail.

Le premier de ces moyens vise l'organisation elle-même, qu'il faut, à tout prix, revivifier en lui restituant une base et, de transmission en transmission, des rouages réellement et pratiquement fédéralistes.

Le second concerne l'action quotidienne et persistante, qui, coûte que coûte, doit cesser d'être politicienne et réformiste pour devenir directe et révolutionnaire.

Nos amis syndicalistes-révolutionnaires qui militent au cœur de la CGT réunifiée s'emploient de leur mieux à ce travail de redressement.

En dépit des énormes difficultés qui résultent de la faiblesse de leurs effectifs et de l'exiguïté de leurs ressources, les anarchistes et anarcho-syndicalistes

groupés dans la CGT-SR⁶ donnent vaillamment l'exemple et déploient une activité sans bornes en faveur d'une propagande et d'une action antiparlementaires, antiétatiques et franchement révolutionnaires.

Énergiquement et inlassablement poussée par les uns à l'intérieur de la CGT réunifiée et par les autres au sein de la CGT-SR, cette œuvre de rénovation ouvrière finira-t-elle par triompher des influences politiciennes et réformistes qui paralysent le monde syndical ?

Mon optimisme "indécourageable" se plaît à l'espérer.

Si cet espoir n'est pas déçu, nous connaissons, dans les années qui vont suivre, des "1er mai" annonciateurs des grandes journées révolutionnaires qui, faisant table rase du Capitalisme, de l'État, des Parlements, des Patries et des Églises, affranchiront définitivement le Travail et feront de tous les travailleurs des êtres égaux, solidaires, libres et heureux⁷.

Sébastien FAURE

8 mai 1936, dans LE LIBERTAIRE

QUE FERONT-ILS DE LEUR VICTOIRE ?

Ainsi, le Palais-Bourbon va connaître un renouvellement massif de ses locataires. Près de la moitié des politiciens professionnels ont été, par le corps électoral soudainement épris de neuf, renvoyés à leurs chères études, faisant place à de nouveaux venus dont une bonne part sont ou furent d'authentiques travailleurs.

⁶ Confédération générale du travail - Syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR), ancienne confédération syndicale créée en 1926, comme scission anarchisante de la CGT-U. Interdite en 1939.

⁷ Sébastien Faure, fait peut-être ici un excès de naïveté, et on peut peut-être l'en excuser. NdE

Devant ce renouvellement important du personnel politique, une grande espérance est née au sein des masses ouvrières. Satisfaites d'avoir "bien voté", elles inclinent maintenant à attendre de grandes choses de ce nouveau Parlement et du gouvernement de Front populaire qui va en sortir. La joie éclate dans la presse de gauche et d'extrême-gauche devant un succès qui dépasse toutes les espérances.

Nous n'étonnerons personne en disant une fois encore que nous sommes loin de partager la liesse générale.

Certes, nous nous mentirions à nous-mêmes en disant que la forme politique de l'état social dans lequel nous vivons nous indiffère. Il ne nous est pas indifférent de pouvoir mener avec plus ou moins de quiétude notre propagande, et la lutte que nous avons été des premiers à préconiser contre le fascisme et pour l'unité d'action des travailleurs indique au moins ceci qu'il y a un péril qui nous paraissait plus que les autres pressant et que c'était le péril de la dictature fasciste.

Mais le tort des travailleurs, ce serait de croire que ce péril est désormais liquidé parce qu'ils ont envoyé siéger à la Chambre 145 socialistes et 72 communistes.

Nous oserons dire que c'est maintenant seulement que la véritable bataille va commencer. Et que c'est hors du Parlement qu'elle va se dérouler.

Cette lutte sera longue et pénible. C'est de cette vérité évidente qu'il faudrait pénétrer les travailleurs qui forment la classe sociale la plus intéressée à ce que ça change.

Lorsque, pendant la période électorale, nous leur disions que quand ils avaient voté, ils avaient accompli un geste sans portée, nous entendions par là leur faire comprendre que les modifications sociales réelles ne peuvent être obtenues par le bulletin de vote.

Ces modifications des rapports sociaux, dans l'état de désorganisation économique qui traduit la fin d'un régime, sont-elles, oui ou non, nécessaires ? C'est une

question à laquelle tout le monde ouvrier répond par l'affirmative. Or, la moindre réforme économique contenue dans le programme du Front populaire, telles les 40 heures ou le contrat collectif, voit se dresser déjà l'opposition violente des grands capitalistes. De sorte qu'on pourra voter toutes les lois qu'on voudra, celles-ci resteront lettre morte si les ouvriers n'imposent eux-mêmes par la force les revendications qu'elles traduiront. Voilà donc en perspective rapprochée de graves conflits sociaux peu compatibles avec le maintien de l'ordre si cher désormais à nos révolutionnaires de Parlement.

Mais si nous sortons de ces considérations générales pour nous cantonner dans des préoccupations plus immédiates, là encore nous nous apercevons qu'il y a peu à compter sur le Parlement pour les matérialiser. Nous pensons surtout à l'amnistie, par exemple.

Le gouvernement de Front populaire aura-t-il l'énergie d'imposer aux nationalistes de tout poil — même rouge — cette amnistie intégrale attendue depuis si longtemps ? N'oublions pas qu'en dehors des victimes des lois scélérates — les verrons-nous abrogées ? — il y a encore des milliers de déserteurs et d'insoumis de la dernière guerre, qui n'ont pas été amnistiés.

Cette lutte pour l'amnistie totale se confond d'ailleurs étroitement avec l'action à mener contre la guerre que préparent à la classe ouvrière mondiale les dirigeants de toutes sortes et de toutes couleurs.

Et là encore, il est clair qu'il n'y a pas trop à compter sur les nouveaux hôtes du Palais-Bourbon, tous plus ou moins acquis à l'idée d'une France FORTE, pour faire aboutir cette revendication bientôt vieille de vingt ans.

Peu avant le scrutin, Belin, dans une série d'articles du Peuple, posait avec une inquiétude assez clairvoyante aux triomphateurs d'aujourd'hui cette question : Que ferez-vous de votre victoire ?

Nous pouvons répondre en toute certitude à la place des intéressés. Ils n'en feront rien. Car ils n'en pourront rien

faire si la classe ouvrière, plus confiante en elle-même qu'en ses pseudo-représentants, ne choisit des formes d'action, plus positives que l'inaction parlementaire.

Denis éditions artisanales
12 avenue de Lattre de Tassigny,
La Forge 71360 Épinac
edition@denis-editions.com